

*Questions orales*

## LA HAUSSE DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT AU CHAPITRE DE LA PUBLICITÉ

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** Madame le Président, faut-il s'étonner qu'un premier ministre qui reste indifférent quand des Canadiens sont au bord de la faillite, quand des Canadiens risquent de perdre leur emploi, quand des Canadiens sont obligés d'abandonner leur maison, que lui, le millionnaire d'Outremont, se contente de sourire pendant que ses concitoyens perdent leur maison . . .

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Il n'est peut-être pas étonnant non plus qu'il affiche un mépris semblable pour la Chambre des communes. J'ai une question à lui poser sur les priorités de son gouvernement. Pourquoi son gouvernement a-t-il cru nécessaire de dépenser 15 millions de plus que l'an dernier en publicité et en propagande gouvernementales, alors qu'il ne fait rien pour aider les Canadiens acculés à la faillite, qui risquent d'être saisis ou encore de perdre leur maison, leur emploi et leur entreprise?

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Jim Fleming (ministre d'État (Multiculturalisme)):** Madame le Président, je ne suis pas sûr que le très honorable député ait raison de parler de 15 millions de plus. Nous ne connaissons pas les chiffres pour la période où son gouvernement était au pouvoir, car c'était une société privée étrangère qui choisissait les agences ainsi que le temps d'antenne et les espaces publicitaires. Nous n'avons pas de données précises non plus pour les gouvernements précédents. Quoi qu'il en soit, je ne m'excuse pas, pas plus que mes collègues, j'en suis certain, d'avoir tenté de faire mieux connaître aux Canadiens les programmes du gouvernement du Canada. S'il existe une crise au Canada, c'est que les Canadiens ne comprennent pas suffisamment le rôle de leur gouvernement national, et tout ce que cherchent à faire les gens d'en face, c'est de diviser le pays.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

## L'ADOPTION DE PROGRAMMES

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** Madame le Président, lorsque des Canadiens sont acculés à la faillite à cause d'une politique fédérale, forcés de quitter leur maison à cause d'une politique fédérale, forcés de fermer leur entreprise en mettant des gens au chômage à cause de la politique fédérale, ils sont en droit de s'attendre à une réaction de la part du gouvernement national du Canada. C'est son rôle et ils le savent. Nous voudrions que le premier ministre du Canada se lève, qu'il cesse de désigner du doigt ses différents ministres et qu'il dise à la Chambre des communes quand son gouvernement a l'intention de lancer des programmes destinés à aider les Canadiens acculés à la faillite par les politiques du gouvernement Trudeau, quand des mesures vont être présentées à la Chambre pour aider les Canadiens forcés d'abandonner leur maison à cause des politiques imposées par ce gouvernement et quand le gouvernement accordera aux besoins de la population canadienne une priorité égale à celle qu'il donne à sa propre propagande.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, j'accepte humblement le sermon que me sert le chef de l'opposition. Il devrait se préoccuper d'un autre type de faillite, celle dont il a fait preuve sur le plan moral à la Chambre.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

## LE LOGEMENT

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PROGRAMME D'AIDE POUR L'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ

**M. Doug Lewis (Simcoe-Nord):** Madame le Président, en l'absence du ministre chargé du logement, je vais adresser ma question au premier ministre. Hier, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a adopté certaines mesures visant à aider ceux qui ont recouru au Programme d'aide pour l'accession à la propriété pour s'acheter une maison et qui doivent maintenant faire face à une double difficulté, soit des critères de revenu plus stricts et des taux d'intérêt hypothécaires élevés. Entre autres mesures, il a fixé le taux des intérêts hypothécaires à 14 p. 100. Le ministre du Logement de la Nouvelle-Écosse a déclaré qu'il avait fait deux voyages spéciaux à Ottawa pour demander l'aide du gouvernement fédéral mais qu'on la lui avait refusée. Comme c'est le gouvernement fédéral qui a instauré le programme PAAP, pourquoi cherche-t-il maintenant à se soustraire à ses responsabilités?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, à ma connaissance, ni le député, ni son parti n'ont jamais approuvé ce programme. Il nous dit maintenant que nous devrions lui donner plus d'importance. Je le renvoie aux récriminations du député de Saint-Jean-Ouest qui répète sans cesse que nous devons réduire le déficit et les dépenses. J'aimerais bien qu'ils se rencontrent pour accorder leurs politiques.

**M. Lewis:** Il est certain qu'une fois un programme lancé, il faut continuer à le financer.

## L'AIDE AUX PROPRIÉTAIRES D'APPARTEMENTS

**M. Doug Lewis (Simcoe-Nord):** Le gouvernement vient de prévoir des mesures d'aide à l'intention des propriétaires d'appartements qui ont recouru au programme d'aide aux locataires en portant le maximum de la subvention par unité de \$120 à \$180 par mois. On a dit pour justifier cette hausse que les propriétaires ont à subir des hausses d'intérêt hypothécaire de 6 à 7 p. 100. Pourquoi le gouvernement porte-t-il secours aux propriétaires menacés de faillite alors qu'il refuse d'aider les propriétaires de maison qui éprouvent les mêmes difficultés?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, j'ai déjà dit que le ministre avait fait des démarches auprès des banques en vue d'aider ceux qui éprouvaient des difficultés, comme par exemple le risque de faillite, sans égard aux catégories.